

JOURNAL OFFICIEL

DE LA

POLYNÉSIE FRANÇAISE

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

Matahiti 112
N° 19

TE VEA A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 15
no Tetepa 1963

ABONNEMENTS

	Un an	Six mois	3 mois
	(Francs Pacific)		
Polynésie française.	180 fr.	100 fr.	60 fr.
France et territoires d'Outre-mer	190 fr.	105 fr.	60 fr.
Etranger	265 fr.	130 fr.	70 fr.

PRIX DU NUMERO :

Polynésie, France et T.O.M. : 15 fr. — Etranger : 20 fr.
Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être
adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.
Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.
*Les annonces doivent parvenir à l'Imprimerie au plus tard
6 jours ouvrables avant la parution du journal.*

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires, commerciales et an-
nonces diverses : la ligne 15 fr.
Les mêmes renouvelées : la ligne 7 fr.
Publication de sociétés philanthropiques,
littéraires, scientifiques, sportives, etc.. 7 fr.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

	Pages
Extraits.— Acquisition de la nationalité fran- çaise :	
Montminy (Marie)	402
Chang (Yune, Moé)	402
Tsong Tehi Ji	402

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

1963 28 août	Arrêté n° 2108 AA admettant certains condam- nés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération condition- nelle	402
28 août	Arrêté n° 2112 FT portant approbation des comptes d'exploitation 1962 du réseau aérien interinsulaire	403
28 août	Arrêté n° 2113 AA modifiant l'arrêté n° 1308 AA du 6 juillet 1960	403
28 août	Arrêté n° 2114 AA autorisant l'ouverture d'un établissement classé	403
28 août	Arrêté n° 2115 D fixant les conditions d'appli- cation de l'article 7 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie fran- çaise	404
28 août	Arrêté n° 2116 E portant modification du taux annuel des bourses en faveur des étudiants boursiers de la Polynésie française poursui- vant des études en France	404

29 août	Arrêté n° 2127 AC/Air accordant à la société d'équipement de Tahiti et des îles une auto- risation d'occupation temporaire sur l'aéroport de Tahiti-Faaa	405
2 sept.	Arrêté n° 2148 AA autorisant le relégué Putaa Teriimapuhia dit Atahi à bénéficier des dispo- sitions de l'article 36 du décret du 26 novem- bre 1885 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes	406
4 sept.	Arrêté n° 2172 D fixant les conditions d'appli- cation de l'article 22 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française relatif au régime des emballages importés pleins et à la vérification des marchandises	406
4 sept.	Arrêté n° 2174 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour l'exer- cice 1963	407
4 sept.	Arrêté n° 2175 CD rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete et d'Uturoa, pour l'exercice 1963	408
5 sept.	Arrêté n° 2182 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 63-66 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'assemblée terri- toriale transférant à l'Etat français (ministère de l'éducation nationale) deux terres domai- niales à Arue en vue de l'édification d'une cité scolaire 2e degré	409
9 sept.	Arrêté n° 2208 AA/DOM rendant exécutoire la délibération n° 63-64 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'assemblée terri- toriale modifiant et complétant la délibération n° 62-5 du 11 janvier 1962 concernant la concession du domaine public maritime de Fare-Ute accordée à la S.E.T.I.L.	409

9 sept. Arrêté n° 2226 D fixant les conditions d'application de l'article 224 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions	410
9 sept. Arrêté n° 2228 AA/D/AE rendant exécutoire la délibération n° 63-61 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale portant modification des droits d'entrée	410
9 sept. Arrêté n° 2229 AA/D rendant exécutoire la délibération n° 63-62 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale modifiant le régime applicable à l'importation des appareils et machines industriels	411
Additif et rectificatif n° 2152 E/IP du 2 septembre 1963 à la décision n° 1931 E/IP du 9 août 1963	412
Rectificatif n° 2161 PEL du 2 septembre 1963 à la décision n° 2032 PEL du 21 août 1963	413
Extraits	414

AVIS OFFICIELS

Affaires administratives.— Avis d'enquête publique concernant le « Club Matavai »	417
Affaires économiques.— Indice du coût de la vie au 1er août 1963	418
Enquêtes de commodo et incommodo : M. Otcenasek Miroslav	418
M. Holozet Damien	418
Service du cadastre.— Avis concernant les opérations cadastrales de l'île Tahuata (archipel des Marquises)	418
Statistiques sanitaires.— 2ème trimestre 1963	421
Service météorologique.— Résumé des observations météorologiques pendant le mois d'octobre 1962	422

PARTIE NON OFFICIELLE

Annonces judiciaires	419
Annonces diverses	420

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

TEXTES OFFICIELS PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

EXTRAITS

DÉCRET du 9 mai 1963 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 19 mai 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif atta-

ché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Montminy (Marie), St. Isidore d'Auckland (Canada), 24-03-27, NAT

DÉCRET du 29 août 1963 portant acquisition de la nationalité française. (J.O.R.F. du 1^{er} septembre 1963).

Article 1^{er}

Sont naturalisés français, réintégrés dans la nationalité française ou susceptibles d'être saisis par l'effet collectif attaché à l'acquisition de la nationalité française par leurs parents, les étrangers dont les noms suivent :

Chang (Yune Moé), Papeete (Tahiti), 23-05-40, NAT,

Tsong Tchi Ji, Papeete (Tahiti), 19-01-39, NAT,

Article 2

Sont autorisés à s'appeler légalement à l'avenir :
Changues (Françoise). - Chang (Yune Moé),
Cholet (Monique). - Tsong Tchi Ji,

ACTES DU GOUVERNEMENT LOCAL

ARRÊTÉ n° 2108 AA du 28 août 1963 admettant certains condamnés à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la loi du 14 août 1885 sur la libération conditionnelle, titres 1 et 2, promulguée dans la colonie par arrêté du 9 décembre suivant ;

Vu la dépêche ministérielle du 4 juin 1887, relative à l'application aux colonies de la loi sus-visée ;

Vu les avis émis le 14 août 1963 par la commission de surveillance des prisons, en application des articles 31 à 34 de l'arrêté n° 1074 a.p.a. du 25 août 1951 portant refonte du régime des prisons du territoire,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Les condamnés désignés ci-après sont admis à bénéficier des dispositions de la loi du 14 août 1885, sur la libération conditionnelle :

Teriimaapa (Noël), condamné le 22 mars 1962 par le tribunal supérieur d'appel à trois ans d'emprisonnement pour vols,

cinq ans d'interdiction de séjour et cinq ans de privations de droits civiques.

Li Siou Edouard, condamné le 31 janvier 1962 par le tribunal correctionnel à quinze mois d'emprisonnement avec sursis (déchu du sursis par jugement du 19 juin 1962 qui l'a condamné à quinze jours d'emprisonnement).

- Mau (Tane), condamné le 12 novembre 1962 par le tribunal criminel à deux ans d'emprisonnement pour coups mortels.

En conséquence, après notification du présent arrêté et remise aux intéressés d'un permis de libération, ils seront mis en liberté et pourront y être laissés jusqu'à expiration de leur peine.

Art. 2.— Ils feront connaître la localité où ils désirent se fixer et devront s'y rendre sans retard.

Toutes les fois qu'ils auront l'intention de changer de domicile, ils en aviseront préalablement le service de la sûreté ou la brigade de gendarmerie. Cette disposition n'est pas applicable aux déplacements momentanés, à moins qu'une décision spéciale ne le prescrive.

Art. 3.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de la libération conditionnelle retiré aux intéressés par un arrêté, soit pour inconduite habituelle ou publique dûment constatée, soit pour infractions aux conditions auxquelles est subordonné leur maintien en liberté.

Dans ce cas, ils seront réintégrés à la prison pour toute la durée de leur peine non écoulee au moment de leur libération.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2112 FT du 28 août 1963 portant approbation des comptes d'exploitation 1962 du Réseau Aérien Interinsulaire.

Le gouverneur de la Polynésie française, chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la convention passée entre le territoire et la société Réseau Aérien Interinsulaire, en date du 10 octobre 1961 ;

Vu le compte d'exploitation présenté par le directeur du R.A.I. pour l'exercice 1962 ;

Vu la lettre n° 449 AC DIR NA du 4 juillet 1963 du directeur du service de l'aviation civile ;

Vu le rapport du chef du service des finances et de la comptabilité ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 28 août 1963,

Arrête :

Article 1^{er}.— Est approuvé :

1^o) le bilan au 31 décembre 1962 faisant ressortir une perte pour l'exercice 1962 de 1.173.927 Frs. CP.

2^o) le compte d'exploitation pour l'année 1962 arrêté en recettes et en dépenses à 79.968.289 Frs. CP.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2113 AA du 28 août 1963 modifiant l'arrêté n° 1308 AA du 6 juillet 1960.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1308 AA du 6 juillet 1960, pris pour l'application de l'article 475 2^o du code pénal, en ce qui concerne la tenue des registres d'hôtel ;

Sur la proposition du chef du service de la sûreté ;

Le conseil de gouvernement entendu dans sa séance du 28 août 1963.

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'article 2 de l'arrêté susvisé du 6 juillet 1960 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes : " Sous réserve de l'appréciation souveraine des tribunaux, la qualité de logeur ou de loueur de maisons garnies doit s'entendre de toute personne qui loue même occasionnellement à des personnes de passage ou n'ayant pas la qualité de résidents, des maisons meublées même si aucun autre service ne leur est fourni par le logeur.

Toutefois, la tenue du registre prévu à l'article 1^{er} ne sera pas exigée des loueurs ou logeurs occasionnels qui devront dans les 24 heures, déclarer l'identité de leur locataire aux autorités citées à l'article 1^{er}. "

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2114 AA du 28 août 1963 autorisant l'ouverture d'un établissement classé.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 421 PTT du 23 mars 1951 déterminant les obligations des détenteurs d'installations ou d'appareils électriques ;

Vu les articles 192 à 217 de la délibération n° 64-44 du 8 avril 1961 portant règlement général sur l'aménagement du territoire, en matière notamment d'établissements dangereux, insalubres et incommodes ;

Vu la demande présentée en date du 13 juin 1963 par M. Mou Hung c.i. n° 5514 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 28 août 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — M. Mou Hung c.i. n° 5514 est autorisé à installer un groupe électrogène de marque " Lister " de 3 KW de puissance muni d'un échappement silencieux en sol, à Ti-paerui-Papeete.

Art. 2. — L'inspecteur du travail et des lois sociales est chargé conformément à l'article 206 de la délibération susvisée du 8 avril 1961, du contrôle des établissements et des installations ci-dessus énumérées et de l'application du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2115 D du 28 août 1963 *fixant les conditions d'application de l'article 7 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française et notamment son article n° 7 ;

Le conseil du gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 28 août 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Ne sont considérés comme fortement taxés pour l'application du code des douanes que les produits dont le droit de douane inscrit au tarif d'importation est égal ou supérieur à 20 % ad valorem.

Art. 2. — Le chef du service des douanes est chargé de

l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTE n° 2116 E du 28 août 1963 *portant modifications du taux annuel des bourses en faveur des étudiants boursiers de la Polynésie française poursuivant des études en France.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret organique du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement de la colonie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu le décret n° 52-344 du 22 mars 1952 portant réglementation générale des bourses, prêts d'honneur, aides scolaires et secours scolaires attribués aux étudiants d'outre-mer poursuivant leurs études en France ;

Vu le décret n° 55-1512 du 21 novembre 1955 portant organisation de l'office des étudiants d'outre-mer ;

Vu l'arrêté n° 168 FT du 18 janvier 1961 fixant le taux annuel des bourses en faveur des étudiants boursiers de la Polynésie française poursuivant des études en France ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 28 août 1963,

Arrête :

Article 1^{er}. — Pour compter du 1^{er} janvier 1964, le taux annuel des bourses attribuées aux étudiants poursuivant des études en France est fixé ainsi qu'il suit :

Catégorie B	3.610 FM
Catégorie C	5.160 FM
Catégorie D	5.700 FM

Art. 2. — Les bourses seront mandatées par les soins de l'office de coopération et d'accueil universitaire à Paris sur les bases suivantes :

1°) Mensualités durant toute l'année civile :

Catégorie B	200 FM
Catégorie C	355 FM
Catégorie D	400 FM

2°) Supplément en vue des vacances de Noël :

Catégorie B	140 FM
-----------------------	--------

3°) Supplément en vue des vacances de Pâques :

Catégorie B	170 FM
-----------------------	--------

4°) Supplément pour les grandes vacances :

Catégorie B	300 FM
Catégorie C	300 FM
Catégorie D	300 FM

5°) Allocations pour renouvellement et entretien de trousseau, achat de livres, fournitures scolaires, frais de scolarité dans les établissements d'enseignement technique et les facultés :

Catégorie B	600 FM
Catégorie C	600 FM
Catégorie D	600 FM

Art. 3. — Le taux du supplément de premier équipement qui était fixé à 250 FM, reste sans changement et reste cumulé avec l'allocation de trousseau cité au paragraphe 5 de l'article 2.

Ce supplément sera versé au boursier avant son départ du territoire.

Pour les boursiers résidant en Métropole lors de l'arrêté leur attribuant la bourse, cette allocation sera payée par l'office des étudiants.

Art. 4.— L'allocation de rapatriement qui représente 3 mois de bourse catégorie D, subit la majoration fixée par cet arrêté.

Art. 5.— Tout étudiant peut prétendre :

- a) au paiement de ses frais médicaux et pharmaceutiques dans la limite du tarif 100 % de la sécurité sociale française s'il n'est pas affilié à cet organisme ou du ticket modérateur non pris en charge par la sécurité sociale s'il est affilié ;
- b) au paiement de ses frais d'hospitalisation dans les établissements agréés par la sécurité sociale française, ou de la part de ces frais non pris en charge par cet organisme ;
- c) au paiement des frais d'inscription de scolarité et de travaux pratiques dans les établissements publics ou privés, d'enseignement supérieur, technique ou professionnel ;
- d) En outre, si le cycle normal des études entreprises excède trois ans, et après avis de la commission des bourses qui appréciera les résultats obtenus aux examens, tout étudiant boursier pourra bénéficier d'un passage aller-retour supplémentaire. Dans ce cas, l'allocation de vacances et l'allocation mensuelle normale seront supprimées pendant la période des vacances scolaires ou universitaires quelle que soit la durée de l'absence du boursier hors de la Métropole. Les redoublements et changements d'orientation n'entreront pas en compte dans le calcul de la durée des études.
- e) Enfin, tout étudiant boursier, chef de famille, rapatrié en fin d'études, peut prétendre à la prise en charge par le territoire des frais de voyage de sa famille.

Art. 6.— En cas d'hospitalisation, tout boursier a droit à compter de la date de la suspension de sa bourse à un mois franc après son entrée dans l'établissement hospitalier, à une allocation d'argent de poche de 3 FM par jour.

En cas de séjour dans un établissement de post-cure, cette allocation est portée à 4 FM par jour.

Art. 7.— Le chef du service des finances, le trésorier-payeur et le directeur de l'office de coopération et d'accueil universitaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Art. 8.— Le présent arrêté qui abroge l'arrêté 168 FT du 18 janvier 1961, sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Papeete, le 28 août 1963.

Le Gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRETE n° 2127 AC/Air du 29 août 1963 accordant à la société d'équipement de Tahiti et des îles une autorisation d'occupation temporaire sur l'aéroport de Tahiti-Faaa.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire, agissant par délégation du ministre des travaux publics et des transports en vertu de l'arrêté interministériel du 2 juin 1950, complété par l'arrêté interministériel du 11 septembre 1951, relatif aux délégations de signature en matière d'aéronautique civile dans les territoires d'outre-mer,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret 61-447 du 3 mai 1961, dont les modalités d'application sont précisées par arrêté du 6 décembre 1961 portant organisation du service d'Etat de l'aviation civile d'intérêt général en Polynésie française ;

Vu le décret 53-893 du 24 septembre 1953 relatif au régime juridique, administratif et financier des aérodromes ouverts à la circulation aérienne publique dont les modalités d'application dans les territoires d'outre-mer sont fixées par décret 56-623 du 22 juin 1956 ;

Vu la délibération de la SETIL en date du 20 février 1963 ;

Vu l'avis du chef du service des domaines de la Polynésie française en date du 14 juin 1963,

Arrête :

Article 1er.— La société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL) est autorisée à occuper sur l'aéroport de Tahiti-Faaa, les terrains, ouvrages et installations figurés par une teinte rose sur les plans n° 3270 ter et SBA 499 annexés au présent arrêté, et qui comprennent notamment : (1)

- 1° — Terrains, ouvrages et installations existants comprenant l'ensemble des terres-pleins de l'aire de manœuvre de l'aérodrome de Tahiti-Faaa, y compris les drainages et assainissements, d'une surface totale de 654.537 m² environ et qui comprennent :
 - a — une piste d'envol de 3.416 m sur 45 m et bande de sécurité coaxiale de 3.536 m sur 150 m.
 - b — une bretelle de 182,50 m sur 22,5 m et une aire de trafic de 242 m sur 75 m.
 - c — une aire d'entretien de 78 m sur 50 m reliée à l'aire de trafic par une voie de circulation de 80,50 m x 25 m.
 - d — un terrain de 3.000 m² environ mis à la disposition de la SOMCAT entreprise de stockage et de distribution de carburants pour les aéronefs.
 - e — des terres-pleins entourant b, c et d.
 - f — les balisages de jour et de nuit.
- 2° — Terrains, ouvrages et installations en cours de réalisation par l'Etat, que la SETIL est autorisée à occuper dès leur réalisation achevée :
 - A/ — une aérogare-passagers de 3.663 m² de surface utile comprenant :
 - a — un hall public.
 - b — des salles d'attente, d'arrivée et de départ.
 - c — une salle d'attente pour les passagers en transit.
 - d — des locaux et emplacements nécessaires à l'installation de restaurants, bars, commerces divers, installations sanitaires etc...
 - e — des locaux et installations nécessaires aux administrations publiques chargées d'assurer le contrôle aux frontières.
 - f — des salles de consignes.
 - g — des emplacements spéciaux pour les visiteurs.
 - h — des bureaux ou locaux nécessaires aux entreprises de transports aériens, auxiliaires du transport aérien, à l'administration des P. et T., au bureau de change, etc...

- B/ — Un bâtiment « Centre de désinsectisation » de 108 m² de surface comprenant :
- a — deux locaux avec chacun 1 autoclave.
 - b — un local avec un gazomètre, un réchauffeur.
 - c — une salle des machines avec un groupe électropompe, un compresseur d'air, un tableau de commande.

- C/ — Ensemble des voies d'accès à l'aérogare comprenant :
- 1.935 m environ de chaussées bitumées.
 - un parc de stationnement pour automobiles de 11.176 m² environ.

Art. 2.— Cette autorisation est consentie en vue de permettre au bénéficiaire d'assurer l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa dans les conditions fixées par le cahier des charges (1) joint au présent arrêté.

Art. 3.— La présente autorisation est accordée à dater du 1er septembre 1963. Elle sera automatiquement résiliée lorsque sera accordée à la SETIL la concession de l'aménagement de l'entretien et de l'exploitation de l'aéroport de Tahiti-Faaa. Le directeur du service de l'aviation civile en Polynésie française est chargé de veiller à l'application de la présente autorisation.

Art. 4.— Le présent arrêté, le cahier des charges et ses annexes, seront publiés au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Papeete, le 29 août 1963.

A. GRIMALD.

(1) *Les plans, le cahier des charges et ses annexes pourront être consultés à la direction du service de l'aviation civile — Service de l'infrastructure aéronautique.*

ARRÊTÉ n° 2148 AA du 2 septembre 1963 *autorisant le relégué Putaa Teriimapuhia dit Atahi à bénéficier des dispositions de l'article 36 du décret du 26 novembre 1885 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu l'article 36 du décret du 26 novembre 1885 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 27 mai 1885 sur la relégation des récidivistes ;

Vu les articles 31 et 34 de l'arrêté n° 1074 AP du 28 août 1951 portant refonte du régime des prisons du territoire ;

Vu l'offre d'engagement reçue par le relégué Putaa Teriimapuhia,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Le relégué Putaa Teriimapuhia dit Atahi est autorisé à quitter la maison d'arrêt de Papeete dans les conditions précisées aux articles suivants :

Art. 2.— Le présent arrêté pourra être rapporté et le bénéfice de ses dispositions être retiré pour inconduite notoire, rupture volontaire et non justifiée de son engagement ou violation des mesures d'ordre et de surveillance auxquelles les relégués sont soumis.

Art. 3.— M. Robson James, agréé pour engager le relégué Putaa Teriimapuhia, est tenu d'aviser l'autorité administrative, d'une part, dans les cas prévus à l'article 2 et, d'autre part, au préalable, en cas de résiliation de l'engagement.

Art. 4.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 2 septembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTE n° 2172 D du 4 septembre 1963 *fixant les conditions d'application de l'article 22 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française relatif au régime des emballages importés pleins et à la vérification des marchandises.*

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française et notamment son article 22 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 septembre 1963,

Arrête :

TITRE I

Définitions.

Article 1^{er}.— Sont considérés comme emballages, pour l'application des droits et taxes de douane, les contenants extérieurs et intérieurs, les conditionnements, enveloppements et supports contenus dans les colis.

Art. 2.— On considère comme emballages non usuels les contenants qui ne sont pas communément utilisés pour le transport de la marchandise présentée et qui sont susceptibles d'être utilisés autrement que comme emballages.

TITRE II

Taxation des emballages pleins.

Art. 3.— Les emballages qui ne sont pas d'un type usuel sont soumis, dans tous les cas, à leur droit propre.

Art. 4.— 1.— Les emballages, autres que ceux visés à l'article 3 du présent arrêté, sont soumis au même droit que la marchandise emballée.

2.— Les emballages sont admis en franchise des droits de douane lorsque la marchandise emballée est exempte

de droits en raison de son espèce, de son origine ou de sa destination privilégiée.

Art. 5.— Lorsque les colis renferment plusieurs espèces de marchandises, la valeur de l'emballage commun est répartie sur toutes les marchandises emballées d'espèces différentes, proportionnellement à la valeur de chacune d'elles, pour déterminer les valeurs imposables.

Art. 6.— La valeur de l'emballage soumis au même droit de douane que la marchandise emballée taxée ad valorem, doit être comprise dans la valeur imposable de cette marchandise.

Art. 7.— Les emballages soumis aux mêmes droits de douane que la marchandise emballée, en vertu des dispositions du présent arrêté, sont réputés avoir la même origine que celle-ci, sauf justification contraire reconnue valable.

Art. 8.— Les dispositions du titre II ne sont pas applicables lorsque le tarif des douanes prévoit des dispositions contraires et notamment une tarification spéciale pour les emballages importés pleins.

TITRE III

Vérification des marchandises.

Art. 9.— Le déclarant qui accepte les résultats de la vérification par preuve doit le faire par écrit sur sa déclaration.

Art. 10.— 1.— Les résultats de la vérification par épreuve du poids, de la longueur, de la surface, du nombre ou du volume des marchandises, acceptés par le déclarant, servent de base pour déterminer les quantités imposables.

2.— Toutefois, les différences en plus, s'il s'agit d'exportations faites en décharge de compte d'admission temporaire ou d'entrepôt ou en décharge de droits et taxes ou avec un avantage quelconque, et les différences, en moins dans les autres cas, ne sont appliquées qu'aux marchandises effectivement vérifiées, la déclaration étant admise conforme pour le surplus.

TITRE IV

Dispositions finales.

Art. 11.— Le présent arrêté est applicable à l'importation et à l'exportation.

Art. 12.— Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 septembre 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2174 CD du 4 septembre 1963 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 314 AA/F du 13 février 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-11 du 28 janvier 1963 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1963 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 septembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous perçus au profit du budget local, pour l'exercice 1963, s'élevant à la somme totale de : *Six cent cinquante mille huit cent un francs* (650.801.-), savoir :

PERCEPTION DE HUAHINE.

Rôle n° 17 - Exercice 1963.

Patentes.....	36.100 »
Licences.....	500 »
Centimes ad. chambre de commerce.....	3.660 »
Taxe d'entraide sociale.....	28.000 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	93.000 »
Total de la perception.....	161.260 »

PERCEPTION DE BORA-BORA — MAUPITI.

Rôle n° 18 - Exercice 1963.

Patentes.....	13.497 »
Licences.....	29.900 »
Centimes addit. C. Commerce....	4.339 »
Total de la perception.....	47.736 »

PERCEPTION DE MAKATEA.

Rôle n° 19 - Exercice 1963.

Patentes.....	5.886 »
Centimes addit. C. Commerce....	586 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	2.000 »
Total de la perception.....	8.472 »

PERCEPTION DE RURUTU-RIMATARA

Rôle n° 22 de Rimatara - Exercice 1963.

Patentes.....	29.750 »
Centimes addit. C. Commerce....	2.975 »
Total.....	32.725 »

Perception de RURUTU-RIMATARA

Rôle n° 23 de Rurutu - Exercice 1963.

Patentes.....	69.125 »
Centimes addit. C. Commerce....	6.912 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	161.000 »
Total.....	237.037 »
Total de la perception.....	269.762 »

PERCEPTION DE TUBUAL.

Rôle n° 24 - Exercice 1963.

Patentes	40.816 »
Licences	18.500 »
Centimes addit. C. Commerce.....	5.931 »
Taxe d'entraide sociale.....	22.400 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	70.000 »
Propriété bâtie.....	5.924 »
Total de la perception.....	163.571 »
Total général.....	650.801 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 30 septembre 1963.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 septembre 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2175 CD du 4 septembre 1963 rendant exécutoires divers rôles d'impôts, taxes et centimes additionnels perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete et d'Uturoa, pour l'exercice 1963.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu le décret du 20 mai 1890 créant la commune de Papeete et rendant applicables à cette collectivité certaines dispositions du décret du 8 mars 1879 relatif à la commune de Nouméa ;

Vu le décret du 30 décembre 1912 et les textes modificatifs subséquents, notamment les articles 160 et 160 bis ;

Vu le code des impôts directs institué par la délibération du 16 novembre 1950 de la commission permanente de l'assemblée représentative des Etablissements français de l'Océanie, et les textes modificatifs subséquents ;

Vu l'arrêté n° 314 AA-F du 13 février 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-11 du 28 janvier 1963 de l'assemblée territoriale, arrêtant le budget territorial de l'exercice 1963 ;

Vu l'avis du trésorier-payeur ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 4 septembre 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles détaillés ci-dessous perçus au profit du budget local et des budgets communaux de Papeete et d'Uturoa, pour l'exercice 1963, s'élevant à la somme totale de : *Sept millions deux cent quatre-vingt-quatre mille trois cent trente francs* (7.284.330.-), savoir :

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 15 - Exercice 1963.

Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers.....	1.105.772 »
Sommes à répartir.....	77.005 »
Total de la perception.....	1.182.777 »

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 16 - Exercice 1963.

Impôt sur les sociétés.....	3.123.120 »
Total de la perception.....	3.123.120 »

PERCEPTION DE RAIATEA-TAHAA

Rôle n° 20 - Exercice 1963.

I. — Recettes du budget local :

Patentes.....	9.995 »
Licences.....	24.600 »
Centimes addit. C. Commerce.....	3.457 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	3.000 »
Taxes sur les spectacles.....	23.577 »
Total.....	64.629 »

II. — Recettes du budget communal d'Uturoa :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences.....	22.531 »
Total.....	22.531 »
Total de la perception.....	87.160 »

PERCEPTION DE TAHITI.

Rôle n° 21 - Exercice 1963.

I. — Recettes du budget local :

Patentes.....	560.575 »
Licences.....	196.400 »
Centimes addit. C. Commerce.....	66.067 »
Taxe d'entraide sociale.....	435.390 »
Impôt sur les cartes professionnelles d'étrangers.....	332.000 »
Propriété bâtie.....	31.075 »
Taxe sur les spectacles.....	468.921 »
Sommes à répartir.....	443.287 »
Total.....	2.533.715 »

II. — Recettes du budget communal de Papeete :

Centimes additionnels sur les contributions des patentes et des licences.....	357.558 »
Total.....	357.558 »
Total de la perception.....	2.891.273 »
Total général.....	7.284.330 »

La date de mise en recouvrement des rôles visés ci-dessus est fixée au 30 septembre 1963.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 4 septembre 1963.

A. GRIMALD.

ARRÊTÉ n° 2182 AA/DOM du 5 septembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-66 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale, transférant à l'Etat français (Ministère de l'Education Nationale) deux terres domaniales à Arue en vue de l'édification d'une cité scolaire 2e degré.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Arrête :

Article 1er.— Est rendue exécutoire la délibération n° 63-66 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale, transférant à l'Etat français (Ministère de l'Education Nationale) deux terres domaniales à Arue en vue de l'édification d'une cité scolaire 2e degré.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 5 septembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DELIBERATION n° 63-66 du 22 août 1963 transférant à l'Etat français (Ministère de l'Education Nationale) deux terres domaniales à Arue en vue de l'édification d'une cité scolaire 2e degré.

La commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par les lois n°s 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la lettre 1168 DOM en date du 5 août 1963 de M. le chef de territoire, approuvée en conseil de gouvernement le 24 juillet 1963 ;

Vu la délibération n° 63-58 du 4 juillet 1963 portant délégation de pouvoirs de l'Assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 22 août 1963,

Adopte :

Article 1er.— Sont transférés gratuitement, en toute propriété à l'Etat français (Ministère de l'Education Nationale) en vue de l'édification d'une cité scolaire du 2e degré :

1°) Un terrain domanial territorial de quatre hectares détaché du lot n° 6 du domaine de « Tamahana et Vaiaata » sis à Arue et limité :

- au nord, par la route de ceinture, sur 153 m 30 ;
- à l'est, par un chemin de servitude, sur 235 m ;
- au sud, par le surplus de la propriété Vernaudeau sur 216 m ;
- à l'ouest, par :

a) la propriété Micheli sur 63 m 85, 28 m 10, 31 m 40, 27 m, 25 m 30, et 19 m 40 ;

b) la parcelle 5 de la terre Tamahana sur 76 m ; ledit terrain acquis par le territoire des époux Pierre Vernaudeau par acte administratif du 23 mars 1963, transcrit le 5 avril 1963, volume 442 — numéro 42 ;

2°) Une parcelle à détacher de la terre domaniale territoriale « Fareta ou Vaiuma » sise également à Arue, d'une superficie d'environ deux hectares trente ares, comprise entre la route de ceinture et la montagne et limitée :

- au nord, par la route de ceinture sur 170 m ;
- à l'est, par la terre Teapua sur 177 m ;
- au sud, par la terre Rutia, sur 103 m 60 ;
- à l'ouest, par la terre Taraoi sur 116 m 90 et 70 m.

Ladite parcelle appartenant au domaine territorial, comme terre d'apanage, conformément au décret du 24 août 1887, et cadastrée sous le n° 2.

Art. 2.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Pour le secrétaire absent :

Un membre,

Charles LEHARTEL.

Le président,

Alexandre LE GAYIC.

ARRÊTÉ n° 2208 AA/DOM du 9 septembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-64 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'Assemblée territoriale modifiant et complétant la délibération n° 62-5 du 11 janvier 1962 concernant la concession du domaine public maritime de Fare-Ute accordée à la SETIL.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'Assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— Est rendue exécutoire la délibération n° 63-64 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant et complétant la délibération n° 62-5 du 11 janvier 1962 concernant la concession du domaine public maritime de Fare-Ute accordée à la SETIL.

Art. 2.— Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 septembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉLIBÉRATION n° 63-64 du 22 août 1963 modifiant et complétant la délibération n° 62-5 du 11 janvier 1962 concernant la concession du domaine public maritime de Fare-Ute accordée à la SETIL.

La Commission permanente de l'Assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération du 7 juin 1949 modifiée et complétée par celle du 14 mars 1963 (n° 63-26) relative aux tarifs applicables aux concessions maritimes en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 62-5 du 11 janvier 1962 accordant une concession du domaine public maritime de Fare-Ute à la SETIL ;

Vu la lettre n° 1165 DOM de M. le Chef du territoire, en date du 31 juillet 1963, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu la délibération n° 63-58 du 4 juillet 1963, portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 22 août 1963,

ADOpte :

Article 1^{er}.— La délibération n° 62-5 du 11 janvier 1962 accordant à la Société d'Équipement de Tahiti et des Îles (SETIL) la concession définitive, à charge de remblai, d'un emplacement du domaine public maritime de 13 ha 76 a (dont 3 ha 70 a à réserver à la voirie) à Fare-Ute Papeete, est modifiée et complétée comme suit.

Art. 2.— La superficie de la concession susvisée est portée de 13 ha 76 a à 14 ha 81 a 78 ca et le prix de 5.030.000 francs à 5.540.250 francs, pour une superficie de 11 ha 08 a 05 ca, déduction étant faite de celle couverte par la voirie soit : 3 ha 73 a 73 ca.

Art. 3.— La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Pour le secrétaire absent :

Un membre,

Charles LEHARTEL.

Le président,

Alexandre LE GAYIC.

ARRÊTÉ n° 2226 D du 9 septembre 1963 fixant les conditions d'application de l'article 224 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 portant réglementation du service des douanes en Polynésie française relatif à l'exercice du droit de transaction en matière d'infractions.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 de l'assemblée territoriale portant réglementation du service des douanes en Polynésie française, et notamment son article n° 224 ;

Le conseil de gouvernement en ayant délibéré dans sa séance du 28 août 1963,

ARRÊTE :

Article 1^{er}.— L'approbation des transactions en matière douanière ressortit des attributions :

1^o) — Du chef du service des douanes :

a) — sur les contraventions ;

b) — sur les délits, lorsque le montant du droit compromis ne dépasse pas 100.000 francs CFP, ou, s'il n'existe pas de droit compromis, lorsque la valeur des marchandises litigieuses n'excède pas 500.000 francs CFP.

2^o) — Du chef de territoire en conseil de gouvernement :
— en tout autre cas.

Art. 2.— Le chef du service des douanes est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 septembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

ARRÊTÉ n° 2228 AA/D/AE du 9 septembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-61 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification des droits d'entrée.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouverne-

ment des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958, relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération du 22 août 1963 n° 63-61 de la commission permanente de l'assemblée territoriale portant modification des droits d'entrée.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 septembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉLIBÉRATION n° 63-61 du 22 août 1963 portant modification des droits d'entrée.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 en date du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie, modifié par les lois n° 52-1175 et 57-836 des 21 octobre 1952 et 26 juillet 1957, relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération du 20 novembre 1956 de l'assemblée territoriale des Etablissements français de l'Océanie fixant les tarifs des droits d'entrée et de consommation modifié par les délibérations n° 17 du 10 septembre 1957, 24 du 24 septembre 1957, 31 du 1^{er} novembre 1957, 58 du 21 juin 1958, 90 du 31 décembre 1958, 59/10 du 3 février 1959, 59/73 du 18 décembre 1959, 60-5 du 2 février 1960, 60-15 du 16 février 1960, 60-93 du 30 décembre 1960, 61-2 du 17 janvier 1961, 61-4 du 20 janvier 1961, 62-3 du 11 janvier 1962, 62-53 du 6 juillet 1962 ;

Vu la délibération n° 59/4 du 16 janvier 1959 portant refonte de la nomenclature douanière ;

La chambre de commerce et d'industrie de la Polynésie française consultée ;

La chambre d'agriculture de la Polynésie française consultée ;

Vu les lettres n° 1141 D du 26 juin 1963 et 1158 D du 24 juillet 1963 de M. le Chef du territoire approuvées en conseil de gouvernement les 26 juin et 24 juillet 1963 ;

Vu la délibération n° 63-58 du 4 juillet 1963 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Dans sa séance du 22 août 1963,

Adopte :

Article 1^{er}. — Le tarif des droits d'entrée est à nouveau modifié comme suit :

N° du tarif	Désignation des produits	Droit d'entrée
02-01	Viandes et abats comestibles des animaux repris aux n°s 01-01 à 01-04 inclus, frais, réfrigérés ou congelés	
A	— Viandes	
A 1	— — Viandes de porc	20 %
A 2	— — Viandes autres	5 %
02-05	Lards, y compris la graisse de porc et de volaille non pressée ni fondue, à l'exclusion du lard contenant des parties maigres (entrelardé), frais, réfrigérés, congelés, salés ou en saumure, séchés ou fumés	20 %
04-05	Oeufs d'oiseaux et jaunes d'œufs frais conservés par le froid ou tout autre procédé licite : — Oeufs en coquilles frais ou conservés par le froid ou tout autre procédé licite — — Autres	
A		
A 2		
A		
A 2		
A 2 1	— — — Importés du 1 ^{er} juillet au 1 ^{er} décembre	20 %
A 2 2	— — — Importés en dehors de cette période	6 %
15-01	Saindoux et autres graisses de porc pressées ou fondues ; graisse de volaille pressée ou fondue	
Z 1	— Saindoux raffinés	20 %
19-08	Produits de la boulangerie fine, de la pâtisserie et de la biscuiterie, même additionnés de cacao en toutes proportions :	
B	— — Produits de la pâtisserie (pâtisserie fraîche ou pâtisserie industrielle)	20 %
40-05	Plaques, feuilles et bandes en caoutchouc, naturel ou synthétique, non vulcanisé	5 %

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Pour le secrétaire absent :

Un membre,

Charles LEHARTEL.

Le président,

Alexandre LE GAYIC.

ARRÊTÉ n° 2229 AA/D du 9 septembre 1963 rendant exécutoire la délibération n° 63-62 du 22 août 1963 de la commission permanente de l'assemblée territoriale modifiant le régime applicable à l'importation des appareils et machines industriels.

Le Gouverneur de la Polynésie française, Chef du territoire,

Vu le décret du 28 décembre 1885 concernant le gouvernement des Etablissements français de l'Océanie et les actes modificatifs subséquents ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957 portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 relative au conseil de gouvernement et à l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

ARRÊTE :

Article 1^{er}. — Est rendue exécutoire la délibération du 22 août 1963 n° 63-62 de la commission permanente de l'as-

blée territoriale modifiant le régime applicable à l'importation des appareils et machines industriels.

Art. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Papeete, le 9 septembre 1963.

Le gouverneur,

Par délégation :

Le secrétaire général,

H. BERRE.

DÉLIBÉRATION n° 63-62 du 22 août 1963 modifiant le régime applicable à l'importation des appareils et machines industriels.

La commission permanente de l'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu le décret n° 46-2379 du 25 octobre 1946 portant création d'une assemblée représentative dans les Etablissements français de l'Océanie modifié par la loi n° 52-1175 du 21 octobre 1952 et la loi n° 57-836 du 26 juillet 1957 relatives à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale ;

Vu le décret n° 57-812 du 22 juillet 1957, portant institution d'un conseil de gouvernement et extension des attributions de l'assemblée territoriale dans la Polynésie française, modifié par l'ordonnance n° 58-1337 du 23 décembre 1958 ;

Vu la délibération n° 17 du 10 septembre 1957 de l'assemblée territoriale portant modification des tarifs des droits d'entrée et de sortie en Polynésie française ;

Vu les délibérations n° 90 du 31 décembre 1958, 62-38 du 21 juin 1962 de l'assemblée territoriale portant modification des dispositions applicables aux appareils et machines industriels importés dans le territoire ;

Vu l'arrêté n° 194 AA du 26 janvier 1963 clôturant une session extraordinaire de l'assemblée territoriale et ouvrant une nouvelle session extraordinaire ;

Vu l'avis exprimé par la Chambre de Commerce et d'industrie de la Polynésie française ;

Vu le rapport n° 63-128 du 14 février 1963 de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 63-58 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale à sa commission permanente ;

Vu la lettre n° 1153 D en date du 19 juillet 1963 de M. le Gouverneur, chef du territoire, approuvée en conseil de gouvernement le même jour ;

Vu le rapport n° 63-140 de la commission permanente, en date du 22 août 1963 ;

Dans sa séance du 22 août 1963,

ADOpte :

Article 1^{er}. — L'article 1^{er} de la délibération n° 62-38 du 21 juin 1962 de l'assemblée territoriale est modifié comme suit :

- Les appareils, machines et engins repris aux chapitres 84 et 85 du tarif des douanes bénéficient d'une réduction de 75 % des droits d'entrée lorsque, d'un poids unitaire de trois tonnes au moins on d'une valeur en douane unitaire supérieure à un million deux cent mille francs CP, ils sont importés à l'état complet.

Art. 2. — La présente délibération est prise pour servir et valoir ce que de droit.

Pour le secrétaire absent,

Un membre

Charles LEHARTEL.

Le président,

Alexandre LE GAYIC.

ADDITIF ET RECTIFICATIF n° 2152 E/IP du 2 septembre 1963 à la décision n° 1931 E/IP du 9 août 1963 portant affectation et mutation pour la rentrée scolaire 1963-1964, du personnel local du service de l'enseignement.

L'article 1^{er} de la décision n° 1931 E/IP du 9 août 1963 est modifié et complété comme suit :

Pour compter du 16 septembre 1963, sont prononcées les affectations et mutations suivantes concernant le personnel de l'enseignement public :

Au lieu de :

M. Temarii Chong, suppléant annuel précédemment en stage au C.E.G. de Papeete, est nommé suppléant annuel directeur de l'école de Faie — Huahine — en remplacement de M. Kinnander Jens, muté.

M. Kinnander Jens, suppléant annuel directeur de l'école de Faie — Huahine — est nommé suppléant annuel adjoint à l'école de Faaaha — Tahaa — (classe nouvelle).

M. Jacquet Roland, normalien sortant, est nommé directeur à titre provisoire à l'école de Raivavae, en remplacement de M. Lehartel Pierre, muté.

M. Raihauti Roland, suppléant annuel adjoint à l'école de Puamau — Hiva Oa — est nommé suppléant annuel adjoint à l'école de Vaitahu — Tahuata — en remplacement de Mme Poroi Vaite, mutée.

Lire :

M. Temarii Chong, suppléant annuel précédemment en stage au C.E.G. de Papeete, est nommé suppléant annuel adjoint à l'école de Maeva — Huahine — en remplacement de Mlle Ah Tchey Roseline, mutée.

M. Kinnander Jens, suppléant annuel directeur de l'école de Faie — Huahine — est nommé suppléant annuel adjoint à l'école de Faaaha — Tahaa — en remplacement de Mlle Tupea Pauline, mutée.

M. Jacquet Roland, normalien sortant, est nommé directeur de l'école de Faie — Huahine, en remplacement de M. Kinnander Jens, muté.

M. Raihauti Roland, suppléant annuel adjoint à l'école de Puamau — Hiva Oa — est nommé suppléant annuel directeur de l'école de Vaitahu — Tahuata — en remplacement de Mme Poroi Vaite, mutée.

Ajouter :

Mlle Teore Fuller Joséphine, suppléante annuelle adjointe à l'école de Raivavae est nommée suppléante annuelle adjointe à l'école de Makatea — en remplacement de M. Anihia Olive, muté.

Mlle Temarii Cécilia, suppléante annuelle adjointe à l'école de Faaaha — Tahaa — est nommée suppléante annuelle adjointe à l'école de Vaiaau — Raiatea — en remplacement de Mme Tetuanui Mateata, mutée.

Mme Poroi Vaite, suppléante annuelle directrice de l'école de Vaitahu — Tahuata — est nommée suppléante annuelle chargée d'école à Taahuaia — Tubuai (classe nouvelle).

Mlle Ruahe Ahmrita, suppléante annuelle adjointe à l'école de Papetoai — Moorea — est nommée suppléante annuelle adjointe à l'école de Vaitahu — Tahuata — en remplacement de M. Poroi Robert, muté.

M. Anihia Olive, suppléant annuel adjoint à l'école de Makatea, est nommé suppléant annuel adjoint à l'école de Raivavae, en remplacement de Mlle Teore Fuller Joséphine, mutée.

M. Poroi Robert, suppléant annuel adjoint à l'école de Vaitahu — Tahuata — est nommé suppléant annuel adjoint à l'école de Raivavae, en remplacement de Mme Jean Berthe, mutée.

Mme Temahu Angèle, suppléante annuelle adjointe à l'école de Raivavae, est nommée suppléante annuelle directrice de la même école, à titre provisoire.

Mlle Taumihau Velma, suppléante annuelle adjointe à l'école de Tipaerui — Enseignement ménager — est nommée suppléante annuelle adjointe à l'école de Kaukura — Tuamotu — en remplacement de M. Vivish John, muté.

Mlle Lemaire Paulette, suppléante annuelle précédemment en stage au C.E.G. de Papeete, est nommée suppléante annuelle adjointe à l'école de Tipaerui pour assurer les cours de l'enseignement ménager, en remplacement de Mlle Taumihau Velma, mutée.

Mlle Tuamea Matuatua, suppléante annuelle adjointe à l'école de Maiao, est nommée suppléante annuelle directrice de la même école.

L'article 2 de la décision n° 1931 E/IP du 9 août 1963 est complété comme suit :

Les suppléants éventuels agréés pour l'année scolaire 1962-1963, figurant sur la liste ci-dessous, reçoivent, à titre de suppléants annuels, pour compter du 16 septembre 1963, les affectations suivantes :

Ajouter :

Mlle Nou Doris, à l'école de Maiao, en qualité de suppléante annuelle adjointe, en remplacement numérique de M. Tuira Robert, muté.

Mlle Pita Pauline, à l'école d'Opoa — Raiatea — en qualité de suppléante annuelle adjointe, (poste vacant).

M. Tehani Maurice, à l'école de Haapu — Huahine — en qualité de suppléant annuel adjoint, (poste vacant).

Mlle Teriirere Kim Lee, à l'école de Faaaha — Tahaa — en qualité de suppléante annuelle adjointe, en remplacement de Mlle Temarii Cécilia, mutée.

Mme Urvoy Eliane, à l'école de Puamau — Hiva Oa — en qualité de suppléante annuelle adjointe, en remplacement de M. Raihanti Roland, muté.

Mlle Tenira Tearaitua, à l'école de Raivavae, en qualité de suppléante annuelle adjointe, en remplacement numérique de M. Lehartel Pierre, muté.

M. Chave Benjamin, à l'école de Nukutavake — Tuamotu — en qualité de suppléant annuel chargé d'école, en remplacement de M. Teavai Hamau, muté.

M. Teamotuaitau Noël, à l'école de Kaehi — Tuamotu — en qualité de suppléant annuel chargé d'école (poste vacant).

Pour compter du 16 septembre 1963, sont affectés au C.E.G. de Papeete, pour préparation du B.E.P.C., à titre de suppléantes annuelles, les suppléantes éventuelles dont les noms suivent :

Mlle Nollenberger Armande, Mme Teriinatoofa Haumatarii.

Pour compter de la même date, est affectée au C.E.G. de Papeete, pour préparation du B.E.P.C. :

Mme Cadousteau Irène, suppléante annuelle précédemment en fonction à l'école de Teahupoo.

Pour compter de la même date, sont affectés au cours normal de Papeete, pour y suivre un stage de perfectionnement, les suppléants, suppléantes annuels et monitrices dont les suivent :

Mlle Tehcipuarii Tina, précédemment en fonction à l'école de Raivavae — Australes.

Mlle Fareea Repeta, précédemment en fonction à l'école de Vaitoare — Tahaa.

Mme Taimana Louise, précédemment en fonction à l'école d'Anaa — Tuamotu.

M. Huri Mehao, précédemment en fonction à l'école de Tikehau — Tuamotu.

Mme Tokoragi Rosalie, précédemment en fonction à l'école de Makemo — Tuamotu.

M. Tokoragi Félix, précédemment en fonction à l'école de Makemo — Tuamotu.

M. Vivish John, précédemment en fonction à l'école de Kaukura — Tuamotu.

M. Peretia Bernard, précédemment en fonction à l'école d'Apataki — Tuamotu.

Mlle Tetohu Erena, précédemment en fonction à l'école d'Arutua — Tuamotu.

M. Hanere Pena Frédéric, précédemment en fonction à l'école de Tatakoto — Tuamotu.

M. Teavai Hamau, précédemment en fonction à l'école de Nukutavake — Tuamotu.

Mlle Raufanore Teahiorai, précédemment en fonction à l'école de Marokau — Tuamotu.

Mme Rereao Louise, précédemment en fonction à l'école de Vairaatea — Tuamotu.

Mlle Hitiaa Berthe, précédemment en fonction à l'école de Mataiva — Tuamotu.

Mme Tefau Teipo, précédemment en fonction à l'école de Hao — Tuamotu.

RECTIFICATIF n° 2161 PEL du 2 septembre 1963 à la décision n° 2032 PEL du 21 août 1963 portant réaffectation de Mlle Brander (Nicole), institutrice de 7^e classe du cadre supérieur de l'enseignement.

Au lieu de :

Article 1^{er}. — Mademoiselle Brander (Nicole), institutrice de 7^e classe du cadre supérieur de l'enseignement, embarquée à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 14 août 1963, arrivée à Papeete le 15 août 1963, est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement primaire.

Lire :

Article 1^{er}. — Mademoiselle Brander (Nicole) institutrice de 7^e classe du cadre supérieur de l'enseignement, embarquée à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 9 août 1963, arrivée à Papeete le 10 août 1963, est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement primaire.

EXTRAITS

Pensions, nominations, mutations, congés, etc.

FONCTION PUBLIQUE

Par décision n° 2085 PEL du 26 août 1963.— Les fonctionnaires, dont les noms suivent, embarqués à Marseille sur l'Océanien du 2 août 1963 devant arriver à Papeete le 1^{er} septembre 1963, reçoivent les affectations mentionnées ci-dessous.

M. Pihaatae Jiemite, instituteur du corps latéral, est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir en qualité de surveillant général au Lycée Paul Gauguin de Papeete.

- Dépense imputable au budget de l'Etat - ministère de l'éducation nationale : chapitre 3133, article 3.

M^{me} Marcantoni Anna, institutrice en chef du cadre supérieur de l'enseignement est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement primaire.

- Dépense imputable au budget du territoire : Chapitre 25, art. 4.

M. Cabral Saturnin, instituteur du corps latéral est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement pour servir au collège d'enseignement général de Papeete.

- Dépense imputable au budget du territoire : Chapitre 25, art. 4.

M. Juventin Jean, instituteur principal du cadre supérieur de l'enseignement est remis à la disposition du chef du service de l'enseignement primaire.

- Dépense imputable au budget du territoire : Chapitre 25, art. 4.

M^{me} Ebb Henriette, institutrice principale du cadre supérieur de l'enseignement est remise à la disposition du chef du service de l'enseignement primaire.

- Dépense imputable au budget du territoire : Chapitre 25, art. 4.

M^{me} Vahine Renée, commis principal du cadre secondaire des affaires administratives est mise à la disposition du directeur de l'office des postes et télécommunications.

- Dépense imputable au budget de l'office des postes et télécommunications.

Par décision n° 2086 PEL du 26 août 1964.— M^{me} Pihaatae Lisette, secrétaire en chef d'administration du cadre supérieur des affaires administratives embarquée à Marseille sur "l'Océanien" du 2 août 1963 et arrivée à Papeete le 2 septembre 1963, est réaffecté au service des affaires économiques.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 13 article 1.

Par arrêté n° 2109 du 28 août 1963.— M^{me} Bredin Eliane née Tumahai est titularisée, pour compter du 1^{er} août 1963, en qualité de secrétaire d'administration de 8^e classe (indice 150) du cadre supérieur des affaires administratives avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Par arrêté n° 2110 PEL du 28 août 1963.— M. Pugibet Hubert est titularisé, pour compter du 1^{er} août 1963, en qualité de secrétaire d'administration de 7^e classe (indice 156) du cadre supérieur des affaires administratives avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Par arrêté n° 2111 PEL du 28 août 1963.— M. Huguon Gérard est titularisé, pour compter du 1^{er} août 1963, en qualité de secrétaire d'administration de 7^e classe (indice 156) du cadre supérieur des affaires administratives avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Par décision n° 2124 PEL du 29 août 1963.— Mme Vincent Emilie, correcteur-adjoint de 4^e échelon du corps latéral de la correction de l'imprimerie nationale, embarquée à Marseille sur l'Océanien du 2 août 1963, devant arriver à Papeete le 1^{er} septembre 1963, est remise à la disposition du chef du service de l'imprimerie officielle.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 21 - article 1.

Par décision n° 2128 PEL du 29 août 1963.— La démission de ses fonctions offerte par M^{lle} Moarii Lafie, élève-infirmière de 2^e année du cadre supérieur de la santé publique, en fonction à l'hôpital de Papeete, est acceptée d'une manière irrévocable à compter du 1^{er} septembre 1963.

M^{lle} Moarii Lafie aura droit à une indemnité représentative de congé égale à 29 jours de traitement.

Par décision n° 2146 PEL du 2 septembre 1963.— M. Marie René, instituteur de 6^e échelon du cadre métropolitain, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 23 août 1963, arrivé à Papeete le 24 août 1963, est affecté au collège d'enseignement général de Mataura (Tubuai - Australes).

Son traitement sera calculé sur la base de l'indice net 300 correspondant au 1^{er} groupe des instituteurs chargés d'enseignement dans les collèges d'enseignement général.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 25 article 4.

Par arrêté n° 2153 PEL du 2 septembre 1963.— M^{me} Raoulx Rosina née Rocas est titularisée, pour compter du 1^{er} août 1963, en qualité de secrétaire d'administration de 8^e classe (indice 150) du cadre supérieur des affaires administratives avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Par arrêté n° 2158 PEL du 2 septembre 1963.— M^{me} Rebourg Yvette née Laporte est titularisée, pour compter du 1^{er} août 1963, en qualité de secrétaire d'administration de 8^e classe (indice 150) du cadre supérieur des affaires administratives avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Par arrêté n° 2159 PEL du 2 septembre 1963.— M. Lichtlé Léon est titularisé à compter du 1^{er} septembre 1963 en qualité de météorologiste de 8^e classe (indice 150) du cadre supérieur de la météorologie avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Un rappel pour services militaires de : un an, huit mois et quinze jours est attribué à M. Lichtlé Léon.

Par décision n° 2162 PEL du 2 septembre 1963.— M. Casteran Michel, médecin-capitaine, embarqué à Paris sur l'avion de la compagnie T.A.I. du 23 août 1963 arrivé à Papeete le 24 août 1963 est mis provisoirement à la disposition du chef du service de santé pour effectuer un stage à l'hôpital de Papeete.

• A l'issue de ce stage, M. Casteran Michel est nommé mé-

decin-chef de la circonscription administrative des Iles Marquises avec résidence à Taiohae, en remplacement du médecin-capitaine Dugeny Gérald affecté à la circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent.

L'intéressé rejoindra son poste par voie maritime courant octobre 1963.

- Dépense imputable au budget du territoire : Chapitre 23 Article 5.

Par décision n° 2163 PEL du 2 septembre 1963. — Le médecin-capitaine Dugeny Gérald, médecin-chef de la circonscription administrative des Iles Marquises est nommé médecin-chef de la circonscription administrative des Iles Sous-le-Vent en remplacement du médecin-commandant Voisin Hubert, rapatrié en fin de séjour.

L'intéressé rejoindra son poste après l'arrivée à Taiohae du médecin-capitaine Casteran Michel désigné pour assurer sa relève.

Dépense imputable au budget du territoire : chapitre 23 article 3.

Par arrêté n° 2171 PEL du 4 septembre 1963. — M. Lequerré Eric, payeur-adjoint des trésoreries d'outre-mer, embarqué à Marseille sur l'Océanien du 2 août 1963 devant arriver à Papeete le 1^{er} septembre 1963 est réaffecté, sans gestion, au service de l'enregistrement jusqu'au 30 septembre 1963.

M. Lequerré Eric, payeur-adjoint des trésoreries d'outre-mer reprend, pour compter du 1^{er} octobre 1963, ses fonctions de :

Par décision n° 2196 PEL du 6 septembre 1963. — Les agents de police des districts dont les noms suivent bénéficient des avancements d'échelons ci-après :

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES SOUS-LE-VENT

Nom et prénoms	Grade	Catégorie	Echelon	Date de promotion	Lieu de résidence
Deane Samuel	agent de police des districts	6 ^e	2 ^e	1.12.63	Opoa (Raiatea)
Teriitetoofa Rémy	agent de police des districts	4 ^e	2 ^e	1.12.63	Vaiaau (Raiatea)

CIRCONSCRIPTION ADMINISTRATIVE DES ILES AUSTRALES

Nom et prénoms	Grade	Catégorie	Echelon	Date de promotion	Lieu de résidence
Tupea Havinitoa	agent de police des districts	4 ^e	2 ^e	1.1.63	Rairua (Raivavae)

Par décision n° 2218 du 9 septembre 1963. — A compter du 15 octobre 1963, M. Parifai Teriivaea, élève-conducteur de 2^e année du cadre supérieur des travaux publics et des mines, est placé dans la position " Sous les drapeaux ".

Par décision n° 2225 PEL du 9 septembre 1963. — En application des dispositions de l'article 95, paragraphe C de la délibération n° 63-2 du 18 janvier 1963, la disponibilité sans traitement pour convenances personnelles accordée à M^{lle} Vii Aline, commis de 7^e classe du cadre secondaire des affaires administratives, est prorogée pour une durée d'un an, à compter du 17 septembre 1963.

* * *

ENSEIGNEMENT

Par décision n° 2099 E/LA du 28 août 1963. — Dans les établissements d'enseignement privé désignés ci-après, sont

Chef du service de l'enregistrement,
Receveur de l'enregistrement et du timbre,
Curateur aux successions et biens vacants.

Par arrêté n° 2176 PEL du 4 septembre 1963. — MM. Amaru Yves et Tauru Noël sont titularisés, pour compter du 2 juillet 1963, en qualité d'instituteurs de 8^e classe (indice 150) du cadre supérieur de l'enseignement avec un rappel de services civils conservé d'une année.

Par décision n° 2177 PEL du 4 septembre 1963. — La date du concours ouvert pour le recrutement d'un apprenti-imprimeur du cadre supérieur de l'imprimerie fixée aux 10 et 11 septembre 1963 est reportée aux 1^{er} et 2 octobre 1963.

Les dossiers de candidature seront reçus au service du personnel jusqu'au 21 septembre 1963, dernier délai.

Par décision n° 2178 PEL du 4 septembre 1963. — La date du concours ouvert pour le recrutement de 3 élèves-géomètres du cadre supérieur de la topographie fixée aux 12 et 13 septembre 1963 est reportée aux 3 et 4 octobre 1963.

Les dossiers de candidature seront reçus au service du personnel jusqu'au 21 septembre 1963, dernier délai.

Par arrêté n° 2188 PEL du 6 septembre 1963. — M. Cabral Simon, est titularisé, pour compter du 1^{er} septembre 1963, en qualité de mécanicien de 8^e classe (indice 120) du cadre secondaire des postes et télécommunications avec un rappel de services civils conservé d'une année.

renouvelées, supprimées, transformées, transférées et attribuées les bourses, demi-bourses et aides scolaires locales des élèves dont les noms suivent, pour compter de la rentrée scolaire 1963-1964 :

COLLEGE NOTRE-DAME DES ANGES.

1^o Renouvellement

Bourses :

Keck Juliette, Lanteirès Andine, Toromona Yolande, Huri Angèle, Teata Mareta, Maamaatuaiahutapu Justine, Orairai Nancy.

Demi-bourses :

Tamarii Rosine, Teaotea Dorothée.

Aides scolaires :

Puraga Teigo, Terega Tekura, Terega Parii Reitere.

2^o Suppression

Bourse :

Lanteirès Ursule.

Demi-bourse :

Tamarii Maeva.

3° Transformation

En bourse de la demi-bourse précédemment attribuée à l'élève Roscol Raymonde.

En demi-bourse de la bourse précédemment attribuée à l'élève Paofai Céline.

*4° Attribution**Demi-bourses :*

Teremate Thérèse, Paofai Marie-Hélène.

COLLEGE ANNE-MARIE JAVOUHEY.*1° Renouvellement**Bourses :*

Asing Deana, Amaru Virginia, Beneteau Irène, Bonnet Marie-Louise, Brander Léone, Brothers Maire, Faaïtoa Martine, Foster Marota, Frébault Madeleine, Hant Mireille, Hugon Isabelle, Helme Marie-Thérèse, Lemaire Diana, Lutui Claire, Ly Fong Kuee Christine, Maire Titae, Poisbeau Monique, Raparii Jéannette, Raïoha Désirée, Tahito Henriette, Taputuarai Yolande, Terrieroo Annette, Tetuanui Laurence, Vahine Anita, Viriamu Monique.

Demi-bourses :

Huaatua Ena, Hugon Marie-Josèphe, Mou Nou Sin Céline, Tetua Lucie, Marurai Flora, Pacmara Liliane, Winchester Laurence.

Aide scolaire :

Temarona Frida.

*2° Suppression**Bourses :*

Tanepau Taïo, Teihotaata Marguerite, Urarii Jeanne, Brothers Denise, Tetuanui Liliane.

Demi-bourses :

Hio Elisabeth, Lacour Elisabeth, Faaïte Teehu.

3° Transformation

En bourse de la demi-bourse précédemment attribuée à l'élève Taputuarai Mireille.

En demi-bourse de la bourse précédemment attribuée à l'élève Bonno Marie-Florence.

*4° Attribution**Bourses :*

Cadoustean Clotilde, Fatupua Maruia Thérèse, Mamatui Rona, Naehu Mirella, Tamarii Régina, Tetumu Eliane, Tiaïho Monoïhere, Tuheiva Augustine, Tuoro Ruta.

Demi-bourses :

Brander Evelyne, Goupil Irma, Lucas Marie-Louise.

COLLEGE LA MENNAIS.*1° Renouvellement**Bourses :*

Kautai Rogatien, Maraetefau Guy, Metua Eric, Paillé Michel, Richmond Edouard, Taihia Emile, Tapa Jean, Teriitehau Athanase, Holozet Daniel, Iotefa Maurice, Lequerré Marc, Lucas Jean, Normand Jean-Jacques, Richmond Daniel, Sandford Frédo, Teahui Titerata, Tepori (Marii) Michel, Tiapari Robert, Tong Sang Gaston, Voirin Robert, Fougereousse Alvin-Joseph,

Gooding Louis, Gooding Richard, Mollon Gilles, Richmond Béné Daniel, Rocas Augustin, Sham Koua Emile, Vernaudeau Max, Teheïura Jacques, Bredin Daniel, Mitai Tetuipa, Roo Anania Jean-François, Vernier Robert, Miti Terupe.

Demi-bourses :

Ahini Roger, Ah Wong Jean-Baptiste, Anania Calixte, Chen San Alexis, Kwong Gérard, Leou Yen Fa, Maraearia (Hérault) Jean-Pierre, Nouveau Arthur, Puhetini Joseph, Spitz Walter, Tehuioa Jules, Tevaria Temau, Wöhler Arthur, Dauphin Marc, Ng Pao Jules, Tuheïava André, Van Bastolaer Richard, Metua Walter, Maere Victor, Tuheïava Pierre, Winchester Félix.

Aides scolaires :

Maifano Fariua, Teto Teagi Edgard, Maheaga Teamotere, Teano Tareva.

*2° Suppression**Bourses :*

Fatupua Tagaroa, Brothers Jean, Mapeura Maire, Van Bastolaer Roland, Cadoustean Moïse, Frogier Axel, Gibson Louis, Pollock Marcel, Raoulx Gérard, Teopa Haoa Mairai, Johnston Léopold.

Demi-bourses :

Martin Georges, Teaha Julien, Ruarei René, Ah Sin Noël.

3° Transformation

En bourse de la demi-bourse précédemment attribuée à l'élève Teanotoga Joseph.

*4° Attribution**Bourses :*

Ly Wa Ut Jean-Yves, Nollemberger Pierre, Teissier Georges, Teriierooïterai Sylvain, Terimaraeura Teina, Teriitahi André, Jamet Auguste, Tsang Raymond, Teivao Robert.

Demi-bourses :

Alexandre Alain, Blanchard Edward, Faremiro Alvin, Faa Anthony, Mai Julien, Martin Gérard, Paquier Bernard, Sandford Alexis, Smidt Alvin, Taïho Patrice, Tautumaupihaa Ernest, Teheï Albérique, Vernaudeau Jerry.

COLLEGE CHARLES DIENOT et POMARE IV*1° Renouvellement**Bourses :*

Brémond Henriette, Matautau Victorine, Vaitu Varaitua, Loo Thong Fay Poura, Paia Jacqueline, Peaumatarii Maeva, Pihahuna Juliette, Terai Armelle, Ahupu Noelline, Anahoa Myrna, Brémond Madeleine, Etai Léonie, Maitui Tetua, Make Emma, Panai Faïtererna Marthe, Pouira Annick, Reid Aurore, Teahui Marie-Louise, Tori Sabine, Tapao Sylvia, Chauvel Françoise, Tauria Mireta, Faataura Jonathan, Germain Alexandre, Temarii Richard, Raapoto Duro, Taputuarai Antonio, Tsin Tsin Taihoropua Assiountai, Lenoir Victor, Taea Samuel, Raapoto Christian, Taea Julien, Tahuaaitu Jona, Vanaa Simone, Pahio Teriitahi.

Demi-bourses :

Hoiore Clotilde, Mou Sin Léa, Taerea Emelda, Taputu Angèle, Tuteirihia Rosarina, Avaemaï Monique, Suen Ko Antoinette, Chauvel Irène, Make Marama, Opeta Robert, Tauraa Albert, Tetuanui Jean, Deane Paul, Sham Koua Joseph, Teheïparii Tiaïhau, Perry Mathilde.

*2° Suppression**Bourses :*

Ehu Huguette, Pohemaï Roger, Tetuaheiporoihaura Odette.

Aide scolaire :

Cridland Clinda.

3^e Transformation

En demi-bourse de la bourse précédemment attribuée à l'élève Taea Jeannie.

4^e Transfert

Du collège Notre-Dame des Anges au Collège Pomare IV de la bourse précédemment attribuée à l'élève Metua Venise.

Du collège d'enseignement général de Taravao au Collège Pomare IV de la bourse précédemment attribuée à l'élève Tabuaaitu Céline.

5^e Attribution**Bourses :**

Teraitua Hutia, Russel Naney.

Demi-bourses :

Crindland Clinda, Raapoto Olivia, Kainuku Linda, Pouira Manuia, Teave Arietta.

ECOLE MENAGERE PROTESTANTE D'UTUROA.**1^{re} Attribution :****Bourses :**

Hurupa Lucie, Teriitapunui Rose, Otui Nina, Tetuanui-teraimateata Christine, Tavi Urarii Adrienne, Terii Céline.

Demi-bourses :

Teriipaia Claudine, Natua Rachel, Tepu Emma, Maraehau Ella, Teihotaata Clémentine, Once Sylvianne, Oldham Philomène, Teriitetoofa Jeannette, Tetuanui Rota, Teriipaia Marguerite, Teriipaia Yvonne, Tehaamana Ahutiare, Harapoï Tara, Vaevaeongo Pira, Tehahe Ginette.

2^e Transfert :

Du Collège d'enseignement général d'Uturoa à l'Ecole ménagère protestante d'Uturoa des bourses et demi-bourses précédemment attribuées aux élèves dont les noms suivent :

Bourses :

Faatauiria Rosalie, Roihau Toimata, Taumata Hana, Teheura Mareta, Roitai Faatiarau.

Demi-bourses :

Labaste Laurette, Teanuanua Tina, Terou Christina.

Par décision n° 2154 E/IA du 2 septembre 1963.— Pour compter du 16 septembre 1963, MM. Ararui John et Gibson Jack sont autorisés à enseigner dans les classes primaires du Collège La Mennais (annexe St Paul de Taunoo).

* * *

OFFICE DES ANCIENS COMBATTANTS

Par arrêté n° 2187 OAC du 5 septembre 1963.— La commission permanente du conseil d'administration de l'office des anciens combattants est à nouveau composée de la façon suivante :

MM. le gouverneur, président de l'office des anciens combattants,

Président

le secrétaire général du gouvernement représentant l'administration civile, *Vice-président*

l'intendant militaire de 1^{re} cl. Chazal, représentant l'administration militaire,

Membre

Brault Léonce, représentant les combattants de 1914-1918,

»

Guiard Henri, représentant les combattants de 1939-1945,

»

MM. le colonel Arnould Albert, représentant les combattants de l'Union française, *Membre*
Drollet Henri, représentant les invalides pensionnés de guerre, veuves de guerre, ascendants et pupilles de la nation,

»

* * *

TRAVAIL ET LÉGISLATION SOCIALE

Par décision n° 2140 TLS du 31 août 1963.— Il est attribué à M. Taata Puariitahi, un secours remboursable de 5.000 francs par mois à compter du 1^{er} juillet 1963 jusqu'à liquidation de la pension de l'intéressé.

Le remboursement s'effectuera en une seule fraction au moment du paiement de cette pension.

Il est accordé à M^{me} Cadousteau Moïse veuve d'un ouvrier du service de l'agriculture décédé en service, un secours non remboursable de 50.400 francs.

Par décision n° 2164 TLS du 2 septembre 1963.— Un secours non remboursable de dix mille francs CP est accordé à M^{me} Veuve Puairau née Tumahai Raumati.

Un secours mensuel remboursable de deux mille cinq cent francs est accordé à M. Teriitevaearai Horoi Auguste, moniteur de 3^e classe du cadre secondaire de l'enseignement en instance d'admission à la retraite à compter du 1^{er} août 1963.

Ce remboursement s'effectuera en une seule fois au moment de la liquidation de la pension de l'intéressé.

Un secours non remboursable de trente quatre mille six cent trente cinq francs, correspondant aux frais de voyage et de soins de sa fille Louise est accordé à M. Henri Peeata a Hio.

AVIS OFFICIELS**AVIS**

Enquête publique concernant le fonctionnement d'un dancing du " Club Matavai ", annexe de l'Hôtel Matavai dans les locaux de l'hôtel Tiki Tapu à Papeete.

M. Germain LEVY, Gérant du Tiki Tapu, a sollicité l'autorisation d'animer le " Matavai Club " par l'orchestre de musique légère de MM. Jean et Pierre HARS. Cet orchestre se compose des instruments suivants : piano, violon, clarinette, contrebasse, rythme. Le Matavai Club pourrait ainsi fonctionner en dancing jusqu'à l'heure légale de fermeture à Papeete des établissements dotés de licences de 4^e et 5^e classe faisant dancing (24 heures les jours ordinaires, une heure le samedi).

L'autorisation de dancing, éventuellement accordée, serait reconsidérée si la composition et la nature de l'orchestre devaient être modifiées.

Les réserves et oppositions éventuelles des voisins doivent être adressées soit au Maire de Papeete, soit au Commissaire de Police avant le 30 septembre 1963.

Le présent avis sera affiché dans un rayon de 300 mètres autour de l'établissement en cause.

Le Chef du Service des Affaires Administratives,

J. TISSIER.

INDICE DU COUT DE LA VIE au 1^{er} août 1963.

	55 % Alimen- tation	15 % Habillement et linge de maison	15 % Entretien et frais divers	15 % Loyer	Indice général de variation
1 ^{er} février 1959	100	100	100	100	100
1 ^{er} août 1963 :					
Indice partiel..	128,70	103,33	133,85	126,13	
Indice partiel pondéré.....	70,78	15,49	20,07	18,92	125,26

ENQUÊTE " de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte, pendant 15 jours à compter du 15 septembre 1963, sur une demande formulée par M. Otcénasek Miroslav, demeurant à Papara, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque " Lister " et d'une puissance de 3 KW à Papara au P.K. 37,5.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 septembre 1963 à 17 heures.

M. Marcel Thirel, adjoint technique des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 3 septembre 1963.

Pour le gouverneur et par ordre :

*Le chef du service des travaux publics
et des mines,
B. CHANGEY.*

ENQUÊTE " de commodo et incommodo "

Conformément aux dispositions de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961 rendue exécutoire par arrêté n° 984 AA du 26 avril 1961 de l'assemblée territoriale de la Polynésie française portant règlement général sur l'aménagement du territoire en matière d'urbanisme, d'habitat, d'habitation, de lotissements, de protection des monuments et des sites, d'hygiène et de salubrité des voies publiques et des constructions d'établissements recevant du public, une enquête " de commodo et incommodo " est ouverte, pendant 15 jours, à compter du 15 septembre 1963, sur une demande formulée par M. Damien Holozet, demeurant à Papara, en vue d'obtenir l'autorisation d'installer un groupe électrogène de marque " Lister " et d'une puissance de 3 KW à Papara au P. K. 35,500.

L'enquête dont il s'agit sera close le 30 septembre 1963 à 17 heures.

M. Thirel Marcel, adjoint technique des travaux publics, est désigné pour remplir les fonctions de commissaire-enquêteur.

Papeete, le 7 septembre 1963.

Pour le gouverneur et p.o. :
*Le chef du service des travaux publics
et des mines,
B. CHANGEY.*

SERVICE DU CADASTRE

AVIS

Les propriétaires des terres de l'île TAHUATA (Archipel des Marquises), sont avisés que les opérations cadastrales de cette île vont être entreprises à partir du 1^{er} octobre 1963.

A cet effet l'administration invite les propriétaires intéressés et qui ne seraient pas en possession de leurs titres de propriété, à les retirer en vue de les présenter aux géomètres chargés desdites opérations lors du passage de ceux-ci sur leurs terres.

Ils sont en outre instamment priés de débrousser les limites de leurs terres et à se mettre d'accord sur ces limites avec les propriétaires riverains, autant que possible en dehors de l'intervention administrative ; ces mesures étant nécessaires pour permettre un avancement rapide des opérations de levés des terres.

Toute terre non justifiée par des titres indiscutables sera considérée comme présumée domaniale.

Papeete, le 12 juillet 1963.

*Le chef de service,
B. LEHARTEL.*

PIHA TOROA NO TE MAU OHIPA TAOTIA RAA FENUA

PARAU FAAITE

Te faaite hia'tu nei te mau fatu fenua no te motu i TAHUATA (Pupu fenua Matuita) e haamata hia te mau tuhaa ohipa taotia raa fenua a te Hau i taua motu ra i te mahana matamua no Atopa 1963.

E no reira te titau atu nei te Hau i taua mau fatu fenua ra aore aea ta ratou mau parau fatu raa i roa'a mai ia haere ratou, e iriti mai no te horoa atu i te mau taata taniuniu fenua a te Hau o tei faataa hia no te rave i taua mau ohipa ra, hou a e a taè atu ai ratou i nia i te mau tuhaa fenua.

Te titau atoa hia atu nai ratou ia vaere i te mau reu tere raa otia o to ratou mau fenua, e mai te faatitiaifaro mai i taua mau otia ra e te mau fatu fenua tapiri, e ma te apiti ore atu hoi te Hau, i te mau taime atoa e nehenehe ia na reira. E riro te reira mau faataa raa ei faa tere oioi i te mau ohipa taniuniu raa fenua.

Te mau fenna aita roa e parau fatu raa papu mau e riro paha ia i te tapao hia ei faufaa na te Hau.

Papeete, i te 12 no tiurai 1963.

Te raatira piha toroa,

B. LEHARTEL.

PARTIE NON OFFICIELLE

ANNONCES JUDICIAIRES

Etude de M^e LEJEUNE, notaire à Papeete

Suivant acte reçu par M^e LEJEUNE, notaire à Papeete, le 26 août 1963, il a été constitué entre :

- 1^o Madame Marguerite Madeleine Julie Raihoa HOLOZET, imprimeur, demeurant à Papeete avenue Bruat, veuve de Monsieur Elie François Tetuanuifaretoru JUVENTIN,
- 2^o Madame Denise Lodoïska Reine Taneiritia Teuratahi JUVENTIN, sans profession, demeurant à Faaa Km 6, épouse de Monsieur Alfred HELME,
- 3^o Monsieur Elie Marcel Samuel Teraitua JUVENTIN, imprimeur, demeurant à Punaauia Km 16,
- 4^o Et Madame Jacqueline Michelle Raihoa Tebiariitaianapa JUVENTIN, sans profession, demeurant à Papeete rue Wallis, épouse de Monsieur Philibert MONTARON.

Sous la raison sociale "IMPRIMERIE JUVENTIN ET FILS."

Une société en nom collectif au capital de 15.000.000 de francs, ayant son siège à Papeete rue du Commandant Destremeau, et pour objet l'exploitation d'un fonds de commerce d'imprimerie, papeterie.

La durée de la société est fixée à 60 années à compter du 26 août 1963.

Les associés ont effectué l'apport en numéraire d'une somme nette de 2.202.224 francs, et en outre les apports en nature suivants :

- a)- Un immeuble sis à Papeete à l'angle de l'avenue Bruat et de la rue du Commandant Destremeau, comprenant une parcelle de la terre VAIAMI d'une superficie de 587 m² 54, et les bâtiments y édifiés, d'une valeur de 2.500.000 francs.
- b)- Un fonds de commerce d'imprimerie, papeterie, exploité à Papeete au lieu du siège social, sous l'enseigne "IMPRIMERIE ELIE F. JUVENTIN", comprenant les éléments incorporels, le matériel et les marchandises, d'une valeur totale de 8.878.720 francs.
- c)- Et diverses créances commerciales d'un montant de 1.419.056 francs.

La société est administrée par Madame Marguerite HOLOZET, veuve de Monsieur Elie François JUVENTIN, et par Monsieur Elie Marcel JUVENTIN, tous deux associés gérants qui ont seuls la signature sociale et qui, agissant ensemble ou séparément, jouissent vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans la limite de son objet.

La société ne sera pas dissoute par le décès de l'un des associés, et continuera avec les associés survivants et les héri-

tiers, ayants-droit, et éventuellement le conjoint commun en biens de l'associé décédé.

En cas de cession de parts d'intérêt à un tiers, le cédant ne demeure responsable que du passif antérieur à la publication de la cession dans un journal d'annonces légales, et le cessionnaire est seulement responsable du passif postérieur à cette publication.

En cas de perte des trois quarts du capital social, tout associé peut demander la dissolution anticipée de la société qui a lieu de plein droit à l'expiration du mois civil au cours duquel la demande a été notifiée à la gérance.

Deux expéditions de cet acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 14 septembre 1963.

Pour extrait et mention :

M. LEJEUNE, notaire.

Etude de M^e Marcel LEJEUNE, notaire à Papeete.

Suivant acte reçu par M^e LEJEUNE, notaire à Papeete, le 28 août 1963, il a été constitué sous la dénomination sociale, de " SOCIETE POLYNESIENNE D'EDITIONS ", une société à responsabilité limitée au capital de 200.000 francs, ayant son siège à Papeete 10 avenue Bruat et pour objet l'édition et la publication de tous ouvrages de librairie et autres.

La durée de la société a été fixée à cinquante années à compter du 28 août 1963.

Les associés n'ont effectué que des apports en numéraire.

La société est gérée par Monsieur Jean TIRMONT, libraire demeurant à Papeete 10 avenue Bruat, qui jouit vis-à-vis des tiers des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société et accomplir tous actes relatifs à son objet.

Sur le solde, des bénéfices, après dotation de la réserve légale les associés peuvent avant toute répartition, prélever toutes sommes en vue de la constitution de fonds de réserve généraux ou spéciaux dont ils déterminent l'affectation.

Deux expéditions dudit acte ont été déposées au greffe des tribunaux de Papeete le 7 septembre 1963.

Pour extrait et mention :

M. LEJEUNE, notaire.

Seconde insertion

Suivant acte sous seing privé en date à Papeete du 9 août 1963, enregistré à Papeete le 14 août 1963 Vol. 63 F^o. 90 n^o 738, Madame LOUIS née Alice CHANTON a vendu à Madame CHIN Mon Léon née LEAU Hina c.i. n^o 8441 le fonds de Commerce exploité, rue du Maréchal Foch, Papeete.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la présente insertion et seront reçues au siège du fonds vendu où domicile a été élu.

Pour seconde insertion :

Madame CHIN Mon Léon née LEAU Hina c.i. n^o 8441.

Par ordonnance du tribunal de Raiatea en date du 5 février 1963, le commerçant installé à Uturoa et nommé Liao Kee Sick c. i. n° 5.607 a vu son nom rectifié en celui de LIAO KEE SOU c. i. n° 5.607, seul nom désormais sur ses factures, ses commandes et son enseigne commerciale.

ANNONCES DIVERSES

Constitution du SYNDICAT DES AGENCES DE VOYAGES de la Polynésie française

Extrait des Statuts

Le Syndicat des Agences de Voyages de la Polynésie française a pour but de grouper toutes les agences de voyages de la Polynésie française munies de la licence établie par la loi, afin de former un front unique et défendre les intérêts moraux et matériels des membres de la profession.

Il est constitué entre les membres qui ont adhéré aux présents statuts et ceux qui y adhéreront par la suite.

Le siège social est à Papeete.

Le Syndicat est administré par un conseil composé d'au moins trois membres élus pour deux ans et rééligibles. Le Conseil désigne ensuite un Président, un Vice Président et un Secrétaire-Trésorier constituant le bureau.

L'Assemblée Constitutive s'est réunie le 9 juillet 1963 et a élu comme premiers administrateurs :

Tahiti Nui, représenté par M. Chenu, *Président*
Tahiti Voyages, représenté par M^{lle} Laguesse, *Vice-Présidente*
Tahiti Tours, représenté par M. Briffe *Secrétaire-Trésorier*

Le Secrétaire-Trésorier,
P. BRIFFE.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

Code des douanes

Prix broché : 50 francs

Réglementation

des loyers des locaux à usage d'habitation avec additif.

Prix broché : 25 francs

Statistiques douanières

Année 1961 — **Prix : 50 francs**

Année 1962 — **Prix : 125 francs**

Nomenclature douanière

suivie de l'index alphabétique
et des notes explicatives

Prix broché : 300 frs

Accidents du travail

Textes réglementaires

Prix broché : 75 francs

Budget - Exercice 1963

300 fr. l'exemplaire

Marine Marchande

Programme des Epreuves des Examens
de la Marine Marchande.

(Arrêté n° 1035 MM du 11 mai 1962)

Prix : 30 francs.

Textes

relatifs aux prestations et allocations familiales au profit
des travailleurs salariés du Territoire.

Prix broché : 20 fr.

Code de l'aménagement du territoire

(Délibération n° 61-44 du 8 avril 1961)

Prix : 30 francs.

Calendrier pour l'année 1963

Prix en feuille : 5 fr.

Code de la route

Prix broché : 40 francs

Affiche

Loi sur la répression de l'ivresse publique et sur la
police des débits de boissons.

Prix : 15 fr.

Code du travail

Prix de la brochure : 100 francs

Arrêtés

portant réorganisation des cadres supérieurs et locaux
des Etablissements français de l'Océanie.

Prix broché : 20 fr.

Recueil

de Textes concernant les Contributions directes et taxes
assimilées.

Mise à jour en janvier 1962.

Prix non broché : 135 fr.

STATISTIQUES SANITAIRES

(Nomenclature Internationale)

2^{me} trimestre 1963

COMMUNE DE PAPEETE

NAISSANCES (420)

Ressortissants :	Sexe masculin			Sexe féminin			Totaux			Pendant le trimestre
	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	
Métropolitains	9	3	5	7	8	6	16	11	11	38
Polynésiens	60	52	57	57	62	41	117	114	98	329
Asiatiques	9	10	7	6	10	7	15	20	14	49
Etrangers	1	*	*	1	1	1	2	1	1	4
.....										
.....										
Totaux	79	65	69	71	81	55	150	146	124	420

MARIAGES (66)

Avril	15
Mai	17
Juin	34
Totaux	66

DÉCÈS (56)

a - Par groupes d'âges.	Ressortissants Métropolitains			Ressortissants Polynésiens			Ressortissants Asiatiques			Étrangers			Totaux		
	Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin			Sexe féminin			Sexe masculin		
	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin	Avril	Mai	Juin
de 0 à 1 an	*	1	*	*	*	*	3	2	4	2	1	5	*	*	*
de 1 à 4 ans	*	*	*	*	*	*	*	*	*	1	*	*	*	*	*
de 5 à 14 ans	*	*	*	*	*	*	3	*	*	*	*	*	*	*	*
de 15 à 44 ans	1	*	*	*	1	*	*	1	1	7	2	*	*	*	*
de 45 à 64 ans	*	*	*	*	*	*	1	*	3	1	*	*	*	*	*
de 65 à 74 ans	*	*	*	*	*	*	*	*	*	2	*	1	*	*	*
de 75 à n ans	*	*	*	*	*	*	*	1	*	1	1	*	1	*	*
Totaux	2			1			19			25			7		

b - Par causes :

Infection intestinale aiguë	1	Hernie	2	Pneumonie grippale	2
Ictère hémolytique	1	Tuberculose pulmonaire	3	Oedème aigu du poumon	1
Cardiopathie	14	Affection pulmonaire aiguë	1	Noyade	1
Epilepsie	1	Hémorragie cérébrale	4	Fracture du crâne	1
Congestion cérébrale	1	Débilité congénitale	1	Cancer	2
Occlusion intestinale	1	Broncho-pneumonie	2	Convulsions	1
Diarrhée	2	Anémie	2	Gastro-entérite aiguë	2
Embolie cérébrale	2	Délirium-tremens	1	Prématuration	2
Pleurésie purulente	2	Grippe	2	Péritonite tuberculeuse	1
	25		18		13

Vu :

Le Chef du Service de Santé,
Dr S. MERCIER.Le Chef du Service d'Hygiène,
Dr P. CASSIAU.

SERVICE METEOROLOGIQUE

RÉSUMÉ MENSUEL DU TEMPS

Mois d'Octobre 1962

Situation générale : Le 1^{er}, un long thalweg orienté NW-SE se place entre les îles de la Société et les Tuamotu. Une zone de convergence modérée lui est liée. Il se décale très lentement vers l'ESE puis se comble rapidement le 6. Il se produit alors une hausse rapide de pression et un anticyclone centré vers le 30^e parallèle Sud dirige un flux d'Est modéré puis assez fort sur tout le Territoire. Ce régime se maintient jusqu'au 19 sauf pendant une brève période de marais barométrique les 14 et 15.

Le 20, une dépression (1011 mb) se forme rapidement au Nord des Australes et se décale ensuite vers le SE pour atteindre Rapa le 23.

A sa suite, un thalweg semblable à celui du début de mois persiste sur les Gambier et les Tuamotu les 25 et 26.

Du 27 à la fin du mois, reprise du fort courant d'Est sur la Polynésie en liaison avec la hausse de pression au Sud.

Evolution du temps : En début de mois, on note des pluies assez marquées sur les îles Tuamotu de l'Ouest et les Gambier. Par contre, le beau temps va persister tout le mois au Marquises.

Du 6 au 17, assez beau temps en général sauf quelques averses isolées de peu d'importance.

Du 18 au 24, en liaison avec la convergence des îles de la Société, temps perturbé sur ces îles et sur les Australes puis sur les Tuamotu.

Lente amélioration à partir du 24 et retour au beau temps le 27 sur l'ensemble de la Polynésie française.

PRÉCIPITATIONS A TAHITI ET MOOREA (en dixièmes de millimètre)

Dates	Pirae	Faaa	Punaauia	Paea	Papara	Atimaono	Papeari	Vairao	Teahupoo	Tautira	Pueu	Taravao	Afaahiti (218 m)	Hitiaa	Papenoo	Paopao	Afareaitu	Haapiti
1	*	2	*	15	105	109	34		322	44	*	7	12		5	145	85	20
2	*	*	*	*	*	4	*		27	*	*	1	*		*	*	*	*
3	*	*	*	40	*	36	10		*	*	*	*	*		*	15	5	*
4	*	G	*	*	*	*	*		*	*	*	*	2		5	1	*	*
5	*	G	*	*	120	468	*		G	*	*	*	12		*	62	*	*
6	*	*	*	*	*	138	45		172	*	82	6	*		*	1	*	*
7	*	*	*	*	*	G	*		239	38	*	40	15		*	*	*	*
8	*	*	*	*	*	*	*		29	*	*	86	*		50	*	*	*
9	*	10	*	4	*	39	34		G	41	46	*	97		15	2	*	*
10	*	*	*	*	*	*	*		41	61	*	*	*		9	*	*	*
11	*	4	*	*	*	116	*		*	92	*	*	7		11	1	*	*
12	*	*	*	*	*	*	*		129	2	*	*	*		10	*	*	*
13	*	*	*	*	*	*	*		25	20	*	*	*		10	*	*	*
14	63	G	*	*	*	*	*		*	*	*	102	*		25	*	*	*
15	*	*	*	*	*	6	*		*	*	7	*	85		10	32	*	9
16	39	*	*	*	*	*	32		*	*	182	*	*		*	*	*	3
17	*	*	*	*	647	*	32		21	85	344	62	265		425	12	*	*
18	*	*	*	*	103	9	*		10	13	*	152	25		27	*	*	*
19	*	*	*	*	*	185	82		5	*	51	432	761		*	316	621	*
20	*	*	82	*	*	*	58		453	*	22	*	3		*	*	5	*
21	210	191	42	103	*	67	126		27	80	*	*	38		865	464	562	239
22	76	89	100	*	*	*	13		*	*	*	9	*		20	137	53	185
23	320	271	150	265	*	*	94		*	*	*	8	53		1260	330	324	193
24	90	46	*	123	*	110	117		291	118	*	*	*		65	166	152	46
25	*	2	*	*	*	271	4		238	48	*	5	*		21	61	7	*
26	*	*	*	*	*	123	*		176	23	*	*	*		*	4	*	*
27	*	*	*	*	*	*	*		20	*	*	*	*		*	*	*	*
28	*	*	*	*	*	*	*		*	6	*	*	*		*	*	10	*
29	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	1	*		5	*	*	*
30	*	*	*	*	*	*	*		*	*	*	*	*		*	*	*	*
31	100	5	180	*	*	*	*		10	*	104	47	141		10	5	32	42
Total	898	620	554	550	975	1681	681		2235	671	838	958	1590		2848	1754	1856	737
Nb. de j.	7	9	5	6	4	14	13		18	14	8	14	15		19	17	11	8
Tot. moy	1172	764	573	917	1623	2039	1705		3562	2108	1384	2218	2446		1867	1912	1508	×
Nb de j. moy.	8	10	4	8	10	13	16		19	20	15	19	19		15	17	12	×

	Taiohae	Ahuona	Takarua	Rangiroa	Anaa	Hikueru	Hereheretue	Tureia	Rikitea	Makatea	Bora-Bora	Uturoa	Mopelia	Tahiti(Faaa)							Raivavae	Rurutu	Rimatara	Tubuai	Rapa			
Pluie en 1/10 ^e de mm.	Total	117	259	1858	442	1041	2141		1563	1272	794	1316	809	620								1960	767	1785				
	Nb de j.	4	9	15	7	18	18		20	10	18	18	17	9								12	8	6				
	Tot. moy	480	574	1163	1063	1277	1883		1922	1516	1254	1819	877	764								1150	1140	876				
	Nb de j. moy	8	10	17	13	14	18		15	14	15	15	15	10								10	10	9				
Température en ° C	Tx	31.9	32.0	29.3	34.3	31.0	29.9		25.9	31.6	30.0	30.6	31.4	30.3								26.8	28.2	27.1				
	Date	27	27	03	31	24	15		20	24	19	13	14	09								14	24	31				
	Tx	30.4	29.2	28.1	32.1	28.6	27.7		23.9	29.1	28.2	29.0	29.5	28.7								24.7	26.1	24.4				
	Tn	20.0	20.6	20.8	21.2	21.3	19.2		15.1	19.0	21.9	21.4	21.7	19.3								15.2	13.8	14.0				
	Date	28	02	26	03	26	26		27	27	01	03	03	27								03	04	04				
	Tn	22.8	22.2	24.0	23.6	23.0	21.4		20.0	21.8	23.1	23.3	23.5	21.4								19.1	17.0	18.6				
	T	26.6	25.7	26.1	27.9	25.8	24.6		22.0	25.5	25.7	26.2	26.5	25.1								21.9	21.6	21.5				
	Moy	26.7	25.4	26.4	27.6	26.3	24.3		22.6	25.6	25.9	26.9	26.6	24.9								22.4	22.1	22.2				
	08	26.8	27.2	26.3	26.8	26.4	25.0		22.6	25.3	25.4	25.6	25.3	25.9								21.6	21.1	21.3				
	14	27.6	27.5	27.2	30.5	27.8	2.57		23.1	27.3	27.6	27.7	28.1	28.0								23.4	24.8	×				
	20	×	24.3	25.8	×	×	23.4		22.0	24.6	25.3	×	25.1	24.8								21.3	×	×				
Humidité moyenne en % à	08	76	77	77	80	81	76		80	79	78	79	78	73								77	85	85				
	14	65	75	73	68	77	73		77	74	70	71	69	67								72	74	×				
	20	×	83	77	×	×	81		81	84	77	×	80	78								78	×	×				

REMARQUES : Total = total des relevés du mois - Nb. de j. = nombre de jours du mois où le phénomène est observé - Tot. moy. = moyenne des totaux du mois de la période d'observations - Nb. de j. moy. = nombre moyen des jours correspondant au Total moyen - Tx. = température maximum absolue du mois - Tx. = moyenne des maximums journaliers du mois - Tn. = température minimum absolue du mois - Tn. = moyenne des minimums journaliers du mois - T. = température moyenne mensuelle - Moy. = moyenne : température moyenne mensuelle de la période d'observations - A 08, 14 et 20 heures (fuseau de Tahiti) sont données les moyennes mensuelles de la température et de l'humidité.

Résumé climatologique

Précipitations : Les précipitations sont en général déficitaires sur l'ensemble du Territoire sauf aux Australes où elles sont largement excédentaires. L'excédent anormal enregistré à Takarua est un accident purement local. Le déficit le plus important, représentant les deux tiers de la valeur normale, a été enregistré à Rangiroa. A Tahiti et Moorea, déficit important généralisé, exception faite par le poste de Papeete excédentaire de 98 mm. Les déficits les plus importants dépassant 120 mm ont été enregistrés dans la presqu'île.

Températures : La température moyenne enregistrée est en général inférieure d'un demi degré à la moyenne pour la période d'observation.

Phénomènes particuliers : Aucun phénomène particulier n'a été signalé.